

Communiqué

Paris, le 9 novembre 2011

SORTIR DU NUCLEAIRE, OU COMMENT ACHEVER LA DELOCALISATION DE NOS INDUSTRIES

Alors que les débats sur l'opportunité, le degré et le calendrier de sortie du nucléaire s'installent dans la précampagne présidentielle, l'Union des Industries Utilisatrices d'Énergie – UNIDEN en souligne les enjeux industriels et sociaux.

L'UNIDEN représente les industries consommatrices d'énergie en France, entreprises pour lesquelles la maîtrise des coûts énergétiques constitue un facteur essentiel de compétitivité. Les 37 membres de l'UNIDEN* représentent environ 70% de la consommation énergétique industrielle en France.

Pour certains d'entre eux, le prix de l'électricité peut représenter jusqu'à 40% du coût de revient, et constitue un critère déterminant dans les décisions d'investissement de groupes internationaux en situation de concurrence mondiale.

La production d'électricité d'origine nucléaire a permis à la France de maîtriser l'évolution des prix de l'électricité pendant plusieurs décennies, même si cette particularité tend à s'atténuer avec la mise en œuvre du marché électrique européen, fortement impacté par les fluctuations des énergies fossiles. L'électricité reste – et doit rester – un levier de compétitivité.

En ce sens, les chiffres de la sortie du nucléaire devraient inciter à la réflexion :

- passer de 75% à 50% d'électricité d'origine nucléaire (hypothèse dite « basse » !), c'est supprimer 100 TWh d'électricité nucléaire, soit l'équivalent de la consommation industrielle d'électricité : l'outil industriel français et les emplois associés, directs et indirects, sont en jeu ;
- remplacer ces 100 TWh à partir de ressources fossiles (en bonne partie) ou renouvelables représenterait, selon l'Union Française d'Électricité, un surcoût de 60 milliards d'euros qui impliquerait nécessairement une forte augmentation du prix de l'électricité pour les entreprises.

La marche sera trop haute pour celles qui sont en situation de concurrence internationale. En effet, le prix actuel de l'électricité en France, autour de 50 € / MWh hors transport et taxes, est déjà très supérieur à celui observé par les membres de l'UNIDEN sur les principaux marchés concurrents dans le monde, hors Europe :

- Amérique du Nord : entre 20 et 40 € / MWh ;
- Chine : entre 35 et 40 € / MWh ;
- Golfe : entre 10 et 15 € / MWh ;
- Australie : entre 20 et 25 € / MWh.

Dans ce contexte, tout ce qui érode la compétitivité industrielle française pèse lourd dans les décisions d'investissement de long terme ainsi que dans les arbitrages de production court terme. Or, les membres de l'UNIDEN sont souvent au cœur d'écosystèmes créateurs d'emplois industriels, de services aux industries, donc de croissance.

Sortir du nucléaire, ce serait aussi se priver d'un outil essentiel de sécurité d'approvisionnement, d'indépendance énergétique et de maîtrise des évolutions des prix de l'électricité. En effet :

- les énergies renouvelables, par nature intermittentes, ne pourront se substituer intégralement au nucléaire abandonné, ni en volume, ni en qualité ;
- les moyens de production thermiques à partir d'énergies fossiles prendront donc forcément une part accrue dans le mix énergétique français ; or, les prix de ces énergies dépendent des fluctuations des places de marché mondiales.

A l'heure où la nécessité de réindustrialiser de la France semble s'imposer dans plusieurs projets politiques, souvenons-nous donc que la politique énergétique est une condition de toute politique industrielle.

Contact : Fabrice Alexandre – 01 47 42 53 00 – f.alexandre@cominst.com

*** Les 37 membres de l'UNIDEN sont des industriels présents dans l'agro-alimentaire, l'automobile, la chimie, les ciments et chaux, l'électronique, les métaux, le papier, le verre...**

Pour en savoir plus : www.uniden.fr